



Transaction sociale et participation - un projet de recherche-action sur le développement territorial agricole en Tunisie

Emeline Hassenforder, Houssem Braiki, Guillaume Lestrelin, Nicolas Faysse

► To cite this version:

Emeline Hassenforder, Houssem Braiki, Guillaume Lestrelin, Nicolas Faysse. Transaction sociale et participation - un projet de recherche-action sur le développement territorial agricole en Tunisie. *Pensée Plurielle - Parole, pratiques et réflexions du social*, 2023, n° 55 (1), pp.175-190. 10.3917/pp.055.0175 . hal-04027409

HAL Id: hal-04027409

<https://hal.science/hal-04027409>

Submitted on 13 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial| 4.0 International License

**Transaction sociale & participation :
un projet de recherche-action sur le développement territorial agricole en Tunisie**

Emeline HASSENFORDER¹, Houssem BRAIKI², Guillaume LESTRELIN³, Nicolas FAYASSE⁴

¹Chercheuse en ingénierie et évaluation de démarches participatives pour la gouvernance de l'eau et l'aménagement du territoire

CIRAD, UMR G-EAU, Institut National Agronomique de Tunisie (INAT), 43 Avenue Charles Nicolle, Tunis 1082, Tunisia

G-EAU, Univ Montpellier, AgroParisTech, BRGM, CIRAD, INRAE, Institut Agro, IRD, Montpellier, France.

Adresse : Institut National Agronomique de Tunisie (INAT), 43 Avenue Charles Nicolle, Tunis 1082, Tunisie

Tél. : +216 23 034 845

Email : emeline.hassenforder@cirad.fr

²Chercheur associé à l'UMR G-EAU-CIRAD en ingénierie de la concertation et le développement des territoires

ACCORD

G-EAU, Univ Montpellier, AgroParisTech, BRGM, CIRAD, INRAE, Institut Agro, IRD, Montpellier, France.

Adresse : Institut National Agronomique de Tunisie (INAT), 43 Avenue Charles Nicolle, Tunis 1082, Tunisie

Tél. : +216 99 536 174

Email : houssem_braiki@hotmail.fr

³Chercheur en ingénierie du développement territorial

CIRAD, UMR TETIS, Institut National Agronomique de Tunisie (INAT), 43 Avenue Charles Nicolle, Tunis 1082, Tunisia

TETIS, Univ Montpellier, AgroParisTech, CIRAD, CNRS, INRAE, Montpellier, France.

Adresse : Institut National Agronomique de Tunisie (INAT), 43 Avenue Charles Nicolle, Tunis 1082, Tunisie

Tél. : +216 29 439 591

Email : guillaume.lestrelin@cirad.fr

⁴Chercheur, socioéconomie/gestion de l'eau et développement rural

CIRAD, UMR G-EAU, Institut National Agronomique de Tunisie (INAT), 43 Avenue Charles Nicolle, Tunis 1082, Tunisia

G-EAU, Univ Montpellier, AgroParisTech, BRGM, CIRAD, INRAE, Institut Agro, IRD, Montpellier, France.

Adresse : Institut National Agronomique de Tunisie (INAT), 43 Avenue Charles Nicolle, Tunis 1082, Tunisie

Tél. : +216 54 608 189

Email : nicolas.faysse@cirad.fr

Déclaration d'intérêt

La recherche décrite dans le présent article a été financée par le Programme d'adaptation au changement climatique des territoires ruraux vulnérables de Tunisie (PACTE, 2018-2024) mis en œuvre par le ministère de l'Agriculture tunisien avec des financements de l'Agence française de développement et de la Facilité française pour l'environnement mondial.

Mots-clés

Co-production, démocratie participative, développement durable, gouvernance, recherche-action, transaction territoriale

Résumé

Cet article montre les apports de la sociologie de la transaction sociale dans une recherche participative pour l'aménagement du territoire en Tunisie. Trois scènes transactionnelles se jouant à différentes échelles dans le cadre d'un programme de développement rural sont analysées : la politique, la recherche et le terrain. Cette analyse montre comment la sociologie de la transaction sociale permet : 1/ de prendre en compte les différentes échelles transactionnelles dans la compréhension des échanges et des débouchés de la démarche participative et 2/ d'éclairer les oppositions entre acteurs. L'article avance trois manières permettant aux chercheurs et facilitateurs d'accompagner les acteurs locaux dans les transitions économiques, sociales et environnementales qu'ils mettent en œuvre : en prenant en compte 1/ les émotions, 2/ le rôle de l'espace et du temps dans les démarches participatives et 3/ en favorisant l'élargissement de l'espace des transactions sociales, c'est-à-dire en estompant la rigidité des institutions et des dispositifs.

Abstract

The focus of this paper is the contribution of social transactions sociology to a participatory research for land use planning in Tunisia. Three transactional scenes are analysed, each playing out at different scales in the context of a rural development programme: politics, research and the field. This analysis shows how the sociology of social transactions encourages: 1/ taking into account different transactional scales in the understanding of exchanges and outcomes of the participatory process and 2/ highlighting the oppositions between actors. The paper suggests that researchers and facilitators can support local actors in the accomplishment of economic, social and environmental transitions by 1/ taking emotions into account, 2/ emphasizing the role of space and time in participatory processes and 3/ enlarging the space of social transactions, i.e. blurring the rigidity of institutions and mechanisms.

Key words

Co-production, participatory democracy, sustainable development, governance, action-research, territorial transaction

Transaction sociale & participation : un projet de recherche-action sur le développement territorial agricole en Tunisie

Emeline HASSENFORDER¹, Houssem BRAIKI², Guillaume LESTRELIN³, Nicolas
FAYSSE⁴

Introduction

Cet article présente un témoignage de chercheurs non-sociologues sur les apports de la sociologie de la transaction sociale dans une démarche de recherche participative pour l'aménagement du territoire et le développement rural en Tunisie.

Il est issu d'une communication faite au XXIème congrès international des sociologues de langue française, dans une session intitulée « Acteurs à l'épreuve des transactions sociales ». Si le terme « transaction sociale » ne nous interpellait pas beaucoup, d'autres termes mentionnés dans l'appel à communication nous sont au contraire plus familiers et ont encouragé notre participation, tels que « action collective », « communs », « compromis » ou encore « transitions sociales et écologiques ». Par ailleurs, l'intérêt croissant porté par les sociologues travaillant sur la transaction sociale aux questions de recherche-action et de recherche participative (Blanc, 2006, 2011, Stoessel-Ritz et Blanc, 2020) nous a encouragés à apporter ce témoignage.

La sociologie de la transaction sociale s'intéresse depuis longtemps à la participation des citoyens dans la vie publique (Blanc, 2006). Ici, nous envisageons la participation des citoyens comme « la pratique consistant à consulter et à impliquer les parties prenantes concernées dans l'établissement de l'ordre du jour, la prise de décisions et l'élaboration des politiques » (traduit de Rowe et Frewer, 2004). Nous nous intéressons spécifiquement aux démarches participatives s'inscrivant formellement dans le cadre de politiques publiques, planifiées et discutées en amont de la mise en place desdites politiques. En ce sens, ces démarches participatives sont des processus transactionnels en tant que tels, en ce qu'elles structurent des débats, organisent un dialogue pour gérer les conflits et identifient des compromis pratiques entre les différents acteurs en présence (Blanc, 2006, Hamman, 2016).

Nous définissons ici le terme de transaction sociale comme : « un processus qui comprend de l'échange et de la négociation, du rapport de force et de l'imposition et qui [...] en fonction d'un état de forces et de rationalités en présence ainsi que d'un environnement sociétal, débouche sur un compromis pratique. [...] Le processus transactionnel est construit par le jeu des acteurs en présence pour faire avancer une question, aucun ne perdant la face en rapport à ses idées propres. Le résultat est un produit transactionnel qui, en vertu du caractère instable, provisoire et re-négociable de la transaction, pourra tôt ou tard être remis en cause » (Gibout *et al.* 2009, p.2-3 d'après Ledrut, 1976). Le paradigme de la transaction sociale est particulièrement pertinent pour analyser ces démarches participatives, *a fortiori* lorsqu'elles sont mises en place dans une perspective de transition environnementale.

Les recherches sociologiques sur la transaction sociale ont jusqu'ici rarement adopté une perspective de recherche-action : elles ont produit peu de recommandations opérationnelles sur la manière dont cette approche peut guider les démarches participatives et les transitions que ces dernières visent à appuyer (Hamman, 2011). Par ailleurs, les recherches sur la

transaction sociale ont principalement porté sur des terrains au Nord. Or la participation des citoyens dans l'aménagement et le développement territorial ont des caractéristiques et des dynamiques assez différentes. Dans de nombreux pays au Nord, la participation citoyenne a d'ores-et-déjà investi un grand nombre de domaines publics : la ville et l'urbanisme (Gibout, 2020), la santé, l'éducation, le travail social, la culture, l'environnement. Au Sud en revanche, notamment en Tunisie, la participation des citoyens dans l'aménagement et le développement territorial a été successivement encouragée ou découragée par les régimes politiques successifs puis marquée par le printemps arabe en 2011 (Blanc, 2013). Par ailleurs, de nombreuses politiques publiques, projets et programmes au Sud sont conçus et financés par l'aide au développement, qui véhicule ses propres modèles sur l'importance et la manière de faire participer les bénéficiaires, la société civile et les collectivités locales dans la gouvernance des affaires publiques (Olivier de Sardan, 2021).

Partant de ce constat, notre témoignage alimente ces deux aspects : les apports opérationnels de la transaction sociale pour les démarches participatives et dans des contextes du Sud. La première partie présente le programme de recherche-action PACTE, ses ambitions et les acteurs qui y sont engagés (acteurs dont nous faisons partie en tant que chercheurs). La deuxième partie introduit les trois principales scènes transactionnelles qui sont à l'œuvre dans le programme et que nous avons nommées succinctement la recherche, la politique et le terrain. La troisième partie détaille une scène de terrain en analysant une situation de transaction entre les habitants du territoire de Slaymya Gbela au Kef. Enfin, nous concluons en montrant comment l'approche en termes de transaction sociale éclaire les oppositions entre les acteurs locaux. Nous proposons quelques recommandations aux chercheurs et facilitateurs, sur la manière d'accompagner les acteurs locaux dans les transitions économiques, sociales et environnementales qu'ils souhaitent mettre en œuvre.

I. Une recherche participative dans le domaine de l'aménagement du territoire et du développement rural en Tunisie

Notre recherche-action s'inscrit dans le cadre d'un programme intitulé PACTE, « Programme d'adaptation au changement climatique des territoires ruraux vulnérables de Tunisie » (<https://pacte.tn/>). Ce programme est coordonné par le Ministère de l'Agriculture tunisien et financé principalement par l'Agence Française de Développement. Il implique différents acteurs, notamment des chercheurs tunisiens et français, des agents de l'administration tunisienne, des élus municipaux, des acteurs de la société civile, des entreprises privées et des citoyens.

Le PACTE a pour objectif de faciliter le développement durable¹ de six territoires ruraux du centre et du nord du pays à travers un processus de planification concertée, suivi d'investissements dans les domaines de la gestion des ressources naturelles, de l'appui aux

¹ Dans le cadre de PACTE et dans la lignée des Sommets de la Terre de Rio de Janeiro (1992) et de Johannesburg (2002), le développement durable est défini comme le fait de trouver un équilibre cohérent et viable à long terme entre les enjeux économiques, sociaux, et environnementaux. Il s'agit notamment de promouvoir « un développement social et économique à court terme [des zones PACTE], pour le rééquilibrage social et spatial, en intégrant un certain nombre de garde-fous en vue d'un développement écologique à moyen terme (maîtrise des ressources, etc.) » tout en stabilisant les émissions carbone à l'horizon 2030 et en « utilisant rationnellement et durablement le patrimoine des générations futures » (MARHP – DG-ACTA, 2018).

filières agricoles et de la gouvernance territoriale. Ce programme est né du constat que les politiques et pratiques de développement rural en Tunisie ont longtemps été élaborées et mises en œuvre de façon descendante et très sectorielle, avec une implication minimale des acteurs locaux.

Le programme lui-même, à travers ses coordinateurs et ses financeurs, est porteur d'une double volonté de mettre en place des approches de développement rural plus participatives et plus intégrées, et d'accompagner la dynamique de décentralisation initiée après la révolution tunisienne. D'une manière générale, les territoires ciblés par le PACTE sont des régions marginalisées, tant du point de vue économique que de l'accès aux services publics. Ces territoires sont également confrontés à d'importantes problématiques environnementales (érosion des sols, forte vulnérabilité aux aléas climatiques, etc.). La démarche du programme est organisée suivant une séquence de quatre étapes déployées sur les six territoires cibles.



Fig. 1 : Les quatre étapes constitutives de la démarche du programme PACTE

- 1^{re} étape : mobilisation des acteurs locaux et régionaux (agents du Ministère de l'agriculture au niveau régional et local, société civile, citoyens).
- 2^e étape : diagnostic participatif permettant de caractériser les conditions de vie des citoyens et d'identifier les enjeux de développement qui sont prioritaires pour eux.
- 3^e étape (en cours actuellement) : recueil de propositions d'action exprimées par les citoyens et planification par des comités de territoire.
- 4^e étape : mise en œuvre des plans.

Les étapes 1 à 3 ont été réalisées avec la participation directe des habitants des six zones d'intervention. La fin de l'étape 3, l'élaboration des plans d'aménagement sur la base des propositions d'action faites par les habitants, ainsi que l'étape 4, sont réalisées par un comité de territoire. Ce comité est rattaché à la municipalité et constitué d'habitants élus pour représenter leur territoire, d'élus municipaux, de représentants d'entreprises privées, de la société civile et de jeunes porteurs d'idées innovantes. Cette démarche est animée par des facilitatrices et facilitateurs qui sont des agents du Ministère de l'agriculture à l'échelle régionale, au sein des Commissariats Régionaux de Développement Agricole (CRDA).

Pour suivre la mise en œuvre de cette séquence et analyser les interactions entre acteurs, des observateurs originaires de chaque zone combinent observation participante des ateliers et entretiens ciblés avec des acteurs locaux et régionaux. Ce sont les données issues de ce suivi qui ont permis d'analyser les transactions sociales à l'œuvre dans le cadre du programme PACTE.

Nous, auteurs de cet article, sommes des chercheurs et chercheuses en socio-économie, géographie et sciences de gestion impliqués dans le programme PACTE. Nous travaillons pour l'Institut National Agronomique de Tunis (INAT) et pour le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD). Notre implication dans le programme inclut trois rôles principaux :

- Coordination de la partie du programme dédiée à la démarche participative (lien avec les partenaires, gestion budgétaire, suivi de l'avancement, etc.).
- Propositions et accompagnement méthodologiques concernant la démarche participative, son suivi et sa mise en œuvre (formation des facilitateurs et facilitatrices, proposition d'outils participatifs, adaptation de la démarche aux contextes locaux, préparation des ateliers, etc.).
- Analyse des données pour évaluer la démarche participative et ses effets, en appui au pilotage du programme.

Nous adoptons ici une posture de recherche-action telle que décrite par Souchard et Bonny (2015). Nous considérons qu'il y a « un enjeu théorique à prendre pour objet d'étude ces groupes citoyens et un enjeu politique à les soutenir et les valoriser » (*ibid*, p. 4). Nous souhaitons dépasser le registre du dévoilement (des asymétries, de l'instrumentation, etc.) fréquemment mobilisé autour de ces questions et soutenir par la recherche ces collectifs d'habitants, d'agents de l'administration et d'élus engagés dans l'institution de la société.

II. Trois scènes transactionnelles

La lecture de notre programme de recherche-action par le prisme de la sociologie de la transaction sociale nous a permis de mettre en évidence trois scènes transactionnelles (Hamman, 2016) qui se jouent à différentes échelles, résumées dans le tableau 1 (Gibout et Zwarterook, 2013).

Tableau 1. Trois scènes transactionnelles à l'œuvre dans le programme PACTE

Scène transactionnelle / échelle de transaction	Principaux acteurs (transactions mono, bi- ou tripolaires)	Principales tensions & oppositions	Principales questions que cette scène nous pose en tant que chercheurs engagés travaillant sur la participation
Politique Politique publique de développement durable et d'adaptation au	Porteurs politiques / citoyens	Entre les politiques qui veulent des actions permettant un développement durable et une adaptation au	Quels sont les compromis pratiques entre les référentiels du programme (de décentralisation, de participation, de

changement climatique		changement climatique et les citoyens qui veulent un toit sur leurs têtes	développement durable et d'adaptation au changement climatique) et les attentes des citoyens ?
Recherche Programme de recherche-action	Chercheurs / autres acteurs du projet	Entre les acteurs pressés de voir un changement concret sur le territoire et les chercheurs soucieux de réaliser une analyse approfondie de la démarche et de ses effets	Comment mettre le travail réflexif des chercheurs et l'évaluation de la démarche participative au service de la co-construction des savoirs ?
Terrain Attentes sociales des participants	Facilitateurs / citoyens participants aux événements du programme PACTE	Entre des participants privilégiant les actions collectives et d'autres privilégiant les actions individuelles	Comment les facilitateurs peuvent-ils favoriser les transactions sociales entre les participants, afin de leur permettre de trouver un compromis ?

Ce ne sont bien sûr pas les seules scènes transactionnelles à l'œuvre dans le programme PACTE, mais ce sont celles qui nous ont paru les plus évidentes. Elles ne sont pas non plus exclusives les unes des autres, de multiples interactions existent entre ces trois scènes transactionnelles et entre leurs acteurs. D'ailleurs les travaux sur la transaction sociale qui les éclairent s'intéressent de manière transversale à ces trois scènes. Nous évoquons rapidement les deux premières scènes transactionnelles, puis nous nous focalisons sur la troisième, en nous intéressant à un dialogue entre les participants au cours d'un atelier.

A. Scène 1. La Politique

Comme précisé précédemment, le PACTE cherche à faciliter une double transition. En premier lieu une transition vers une approche plus démocratique et décentralisée de l'aménagement et de la conservation des terres agricoles. En second lieu, une transition vers des modalités de gestion des ressources plus collectives et plus respectueuses de l'environnement dans une perspective de développement durable et d'adaptation au réchauffement climatique. De ce point de vue les recherches sur la transaction sociale s'intéressant aux domaines de l'environnement et du développement durable (Genard et Neuwels, 2016 ; Hamman, 2016), au changement climatique (Momar Sarr, 2017), à la transaction spatiale (Dorso, 2009), aux transactions territoriales (Casteigts, 2008) et à la gouvernance et à la démocratie participative (Hamman, 2016, 2019) sont particulièrement pertinentes. Elles nous amènent à nous interroger à la fois sur le processus de « mise à l'agenda » de ces questions dans PACTE, des légitimités et des stratégies d'acteurs à l'œuvre ainsi qu'à la mise en œuvre concrète de ces référentiels (de décentralisation, de participation, de développement durable et d'adaptation au changement climatique) à l'épreuve du terrain.

Sans entrer dans une analyse approfondie de la genèse du programme, précisons que le PACTE est un des programmes destinés à opérationnaliser la stratégie d'aménagement et de conservation des terres agricoles (ACTA) 2017-2030 portée par la direction générale du même nom (DG-ACTA) au sein du Ministère de l'agriculture. Cette stratégie s'inscrit dans les orientations de la constitution tunisienne post-révolutionnaire de 2014, qui prône la décentralisation des structures de l'État et l'implication de structures locales et régionales dans la prise de décisions relatives à l'aménagement du territoire. Ces ambitions de décentralisation et de participation ont reçu le soutien de nombreux bailleurs internationaux, étant en phase avec leurs propres stratégies, dont l'Agence Française de Développement qui finance en grande partie le programme PACTE. On assiste ici à une tentative de passage de l'« aménagement » au « ménagement » (Marié, 1989), c'est-à-dire d'un aménagement du territoire *top-down* et porté par des aménageurs-experts à une plus grande prise en compte des personnes pour lesquelles on aménage. Pour la DG-ACTA, porteuse du programme, il y a un enjeu de légitimation à montrer que le processus participatif réussit et que la direction s'engage en faveur du développement durable et de l'adaptation au changement climatique.

Ces référentiels de décentralisation, de participation, de développement durable et d'adaptation au changement climatique (MARHP – DG-ACTA, 2018) se traduisent par :

- Les actions financées doivent être compatibles avec un objectif de gestion durable des ressources naturelles.
- Les demandes d'appui de la part du programme doivent être principalement portées par des collectifs et groupes d'intérêt, soutenus par le comité de territoire.
- Les demandes d'appui individuel en lien avec la gestion et la valorisation économique des ressources naturelles doivent faire l'objet de mécanismes de contractualisation.

Mais ces ambitions entrent parfois en tension avec les attentes des citoyens. Pour ne citer qu'un exemple, parmi les 11 583 propositions d'actions collectées dans l'étape 3 de la démarche participative, 35% concernent l'amélioration des revenus et des conditions de vie (ateliers d'artisanat, de couture, de menuiserie, de mécanique, réparation de toitures, etc. Braiki *et al.*, 2022). Dans la mesure où les zones ciblées par le programme sont des zones marginalisées du point de vue économique et de l'accès aux services publics, les priorités des populations portent principalement sur ces besoins primaires. Or, si l'on s'en tient aux prérogatives du programme, il n'était pas prévu que ce type d'actions individuelles et non-agricoles soient financées par le PACTE. Il y a donc ici une transaction bipolaire entre les porteurs du programme et les habitants. Nous entendons ici par transaction bipolaire un processus d'échange et de négociation entre deux catégories d'acteurs porteurs de principes de légitimité en tension (Hamman, 2011).

Ces transactions se sont traduites par des demandes de plus en plus pressantes de la part des habitants des zones d'intervention de PACTE et des comités de territoire de financer ces actions individuelles et non-agricoles. Ces demandes ont été relayées à plusieurs reprises par les facilitateurs et facilitatrices auprès de la DG-ACTA au cours des formations organisées dans le cadre de PACTE. Ces transactions ont finalement mené à l'organisation d'un atelier dédié à la question du financement de ces actions le 15 décembre 2021. Des représentants d'autres projets ayant financé ce type d'actions étaient invités, afin de présenter à la DG-ACTA et aux partenaires de PACTE leurs expériences et les modalités d'appui qu'ils avaient mises en place. Différents mécanismes de financement et d'appui ont été évoqués, tel que le microcrédit, des appels à proposition pour les projets innovants, le recrutement de prestataires pour accompagner l'élaboration de plans d'affaires, etc. Il a finalement été convenu de rédiger une convention

avec l'Agence de Promotion des Investissements Agricoles pour que l'agence puisse accompagner la gestion administrative et financière des projets supérieurs à 100 000 TND. Néanmoins aucune décision n'a été prise pour les actions inférieures à ce montant et le processus transactionnel est toujours en cours au moment de l'écriture de ce texte. Les habitants et représentants des comités de territoire n'étaient pas invités à l'atelier du 15 décembre, mais les facilitateurs et facilitatrices leur ont restitué les résultats des discussions au cours des ateliers locaux qui ont suivi.

B. Scène 2. La recherche

Comme décrit dans l'introduction, nous adoptons une posture de recherche-action au sens de Souchard et Bonny (2015). Notre triple rôle de coordination, d'accompagnement et de recherche vise à coproduire des connaissances sur la démarche participative, son contexte et ses effets, et à ce que ces connaissances soient mises au service de la démarche elle-même. Dans la pratique, cette co-production de connaissances passe par ce que Blanc appelle l'« évaluation concomitante » (Blanc, 2011) et par ce que nous appelons « évaluation chemin-faisant » (Couix, 1997) ou *in itinere*. Cette évaluation vise à produire des résultats en temps réel et à adapter la démarche participative en fonction. Cette évaluation est réalisée par des observateurs et observatrices et des chargé.es de suivi-évaluation qui assistent à l'ensemble des événements participatifs et collectent des données sur les processus sociaux et le dialogue entre les participants. Cette évaluation passe par un enregistrement systématique des participants aux différents événements qui a permis, par exemple, de déployer des efforts particuliers de facilitation pour inclure plus de femmes et de jeunes dans la démarche. Elle se traduit également par l'observation des prises de parole et des discussions entre les participants qui ont permis de prendre des dispositions afin de maximiser la participation de tous et toutes, comme par exemple séparer les participant-e-s en groupes de genres ou d'âges, désigner une facilitatrice pour animer les groupes de femmes, ou distinguer le vote et les propositions des femmes et des jeunes de celui des hommes (Hassenforder *et al.*, 2021).

Mais cette co-production de connaissances est elle-même traversée par des tensions. La principale tension est entre les chercheurs, qui veulent capter un maximum de données sur la démarche, et les acteurs de terrain (facilitateurs, agents de l'administration régionale), pour qui cette collecte requiert beaucoup de temps et d'efforts, au détriment parfois de la démarche elle-même. En ce sens, cette co-production de connaissances est une transaction sociale cherchant à concilier des priorités différentes. Ce processus transactionnel s'est manifesté par des jeux d'influence, de la part des chercheurs pour tenter de développer une « culture de l'impact » auprès des acteurs de terrain et les encourager à analyser de manière plus systématique les effets de leurs actions ; de la part des acteurs de terrain, pour réduire les tâches d'évaluation à effectuer en arguant de la difficulté d'effectuer dans le même temps la facilitation et l'observation.

Un compromis transactionnel a fini par être trouvé grâce à la co-production des supports d'observation et de suivi-évaluation. L'existence même de ces supports (trames d'observation, cartes participants pour faciliter le suivi des personnes présentes aux ateliers, etc.) a facilité le travail d'observation. Le fait de les co-construire a permis de réduire leur contenu pour répondre aux attentes des acteurs de terrain tout en le concentrant sur les questions scientifiques essentielles pour répondre aux attentes des chercheurs. Il a été décidé que certaines questions scientifiques ne seraient étudiées de manière approfondie que dans une ou deux zones d'intervention, plutôt que dans les six zones. C'est ce qui s'est passé par exemple pour l'analyse des apprentissages sociaux des membres des comités de territoire, pour laquelle des entretiens

ont été effectués à Bizerte et Sidi Bouzid, mais pas dans les autres zones du programme. Cette co-production a donc permis de trouver un équilibre entre faisabilité et exhaustivité.

Par ailleurs, ce compromis est également passé par une redistribution concertée des tâches et des responsabilités liées à la collecte de données. L'embauche d'observateurs et observatrices dédiés a permis d'alléger le travail de collecte de données de la part des facilitateurs. La désignation de chargé.es de suivi-évaluation dans chacune des zones a également permis d'assigner clairement la responsabilité de cette tâche à un acteur dédié, tout en clarifiant par ailleurs les responsabilités liées aux tâches restantes.

C. Scène 3. Le Terrain : une situation de transaction entre les habitants du territoire de Slaymya Gbela au Kef

Nous prenons maintenant un exemple concret en relatant une discussion entre des participants au cours d'un atelier avec les habitants du territoire de Slaymya Gbela au Kef. Cette discussion est intéressante car elle illustre bien des dynamiques de transaction sociales.

Le territoire de Slaymya Gbela est situé dans le gouvernorat du Kef, au nord-ouest de la Tunisie. Le territoire est composé de trois *douars* (villages) : Tbaybya, Khmaylya et Slaymya Gbela. Le territoire est composé d'une plaine délimitée par l'*oued* (ruisseau) Madhgra et par le *djebel* (mont) Zwara, ainsi que par des collines de myrte et de romarin (*sfaya*). Le territoire est composé de 33 familles, chacune possédant des terres agricoles d'une superficie allant de 1 à 10 hectares, ainsi qu'un petit cheptel bovin ou ovin. Les principales sources de revenu des habitants dérivent de l'élevage bovin et ovin, ainsi que du travail de la terre (oléiculture et céréaliculture). La culture du blé a progressivement été abandonnée au profit de l'orge, plus résistant à la sécheresse. Le pâturage est réalisé dans la forêt, surtout en hiver. Le territoire bénéficie d'une source, de sols fertiles ainsi que d'un capital humain fort et d'une solidarité très importante. Mais les conditions de vie difficiles (chutes de neige, froid, sécheresse, services publics limités, absence de centres agricoles, morcellement) ont généré un chômage important et des revenus faibles, entraînant l'exode des jeunes, voire de familles entières (Harbaoui *et al.*, 2020).

L'atelier que nous relatons ici s'est déroulé dans une école primaire de Slaymya Gbela le 22 novembre 2019, à la fin de l'étape 2 de la démarche participative (cf. Fig. 1). L'atelier regroupait 68 habitants du territoire, principalement des agriculteurs (46 hommes, 22 femmes). La discussion se déroule alors que les participants viennent de voter pour identifier les enjeux prioritaires pour leur territoire. L'enjeu qui est ressorti comme prioritaire est « Améliorer les conditions de production et le niveau de vie ». S'ensuit une discussion sur des propositions d'actions qui permettraient de répondre à cet enjeu (cf. Fig. 2).

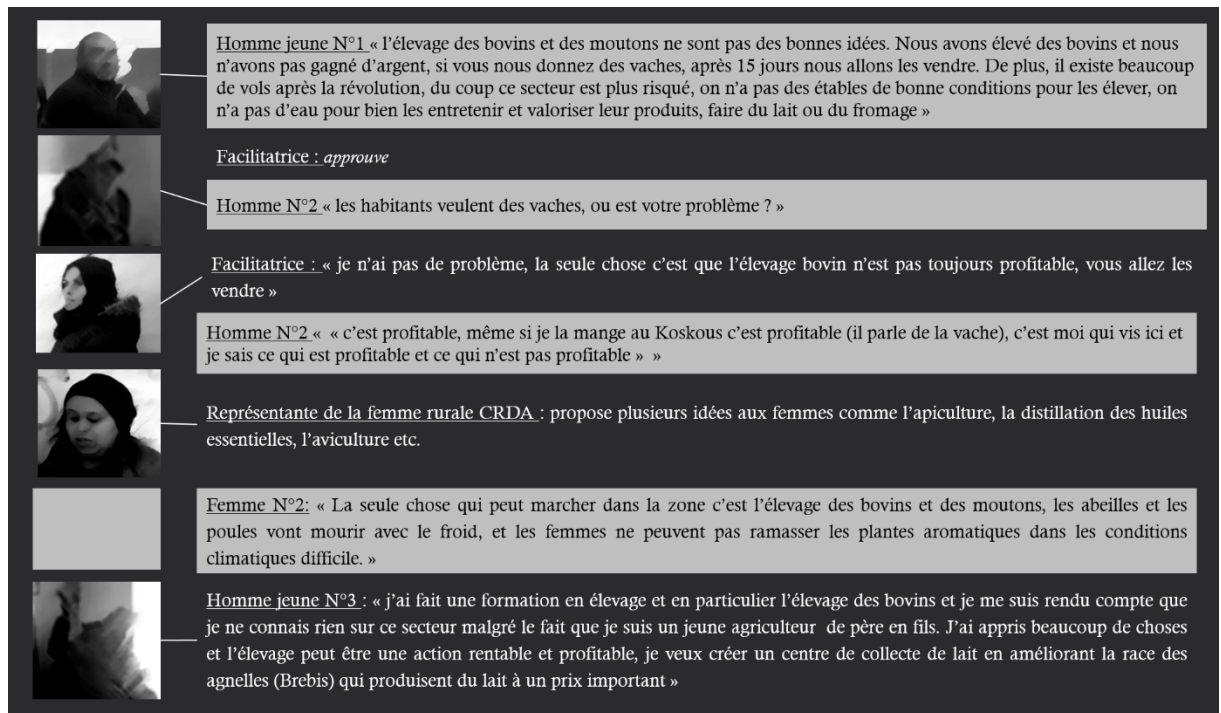


Fig. 2. Discussion entre les habitants de Slaymya Gbela sur les actions qui permettraient d'améliorer les conditions de production et le niveau de vie

Trois acteurs aux intérêts divergents se détachent :

- Ceux qui disent que l'élevage est une bonne idée, mais nécessite plusieurs conditions pour devenir profitable (facilitatrice, jeune N°2).
- Ceux qui pensent qu'il vaudrait mieux distribuer des vaches (homme N°2).
- Ceux qui pensent qu'il vaudrait mieux développer d'autres activités (jeune N°1, représentante des femmes rurales).

Chacun de ces acteurs mobilise des justifications différentes, économique (augmentation et amélioration des revenus), sociale (attachement au territoire, compétences) ou liée aux risques comme le vol ou les conditions climatiques difficiles. Le fait que ces différents acteurs mobilisent des registres différents rend le consensus difficile, et nécessite de trouver un compromis, ou une forme de transaction sociale (Boltanski et Thévenot, 1991; Blanc, 2019). Cet exemple illustre comment une controverse publique, comme ici sur l'élevage, met en lumière les tensions morales qui traversent les espaces publics. Selon nous, ces clivages ne sont pas des obstacles, mais plutôt des ferments pour la construction d'un territoire partagé et pour des engagements dans des actions collectives. Ils sont un symbole d'une société qui se démocratise.

III. Réflexions opérationnelles sur la manière dont les recherches sur la transaction sociale peuvent accompagner les démarches participatives et les transitions

Dès lors, la question qui se pose à nous, en tant que chercheurs engagés, est de savoir comment accompagner, ou faire accompagner par les facilitateurs, les transitions économiques, sociales et environnementales visées par les acteurs au sein de ces démarches participatives.

Trois axes de réflexion nous semblent intéressants de ce point de vue, mais qui ne sont pas neutres d'un point de vue normatif.

Le premier axe est celui des émotions. Si la retranscription du discours dans la figure 2 ne leur est pas fidèle, l'observation de l'atelier et la vidéo de la séquence mettent en évidence l'ampleur du langage corporel et le répertoire émotionnel de l'homme N°2. Cela fait écho aux travaux de Foucart (2017), lorsqu'il dit que les émotions jouent un grand rôle dans les transactions qui se jouent entre les acteurs et dans l'acceptation ou le rejet d'un compromis transactionnel. La formation des facilitateurs du PACTE est très centrée sur l'écoute et l'empathie, mais cela pose la question de la place qui doit être donnée aux émotions dans ces dispositifs participatifs institutionnalisés et dans la formation des facilitateurs et facilitatrices.

Le deuxième axe concerne le rôle de l'espace et du temps. En ligne avec les travaux de Jean Remy (2016) sur la spatialité du social et les transactions, la scène retranscrite ci-dessus illustre que le mélange physique des groupes sociaux dans des ateliers ou des comités de territoire ne suffit pas à les rapprocher socialement. La construction de compromis transactionnels prend du temps et nécessite des espaces dédiés. Au-delà de l'atelier avec les habitants mentionné ci-dessus, cette réflexion pose la question de la nécessité de fournir des espaces dédiés aux instances de participation (tels que les comités de territoire dans PACTE), afin que les acteurs composant ces instances puissent s'approprier l'espace, favorisant ainsi les transactions sociales.

Pour conclure, nous nous demandons si notre rôle en tant que chercheurs engagés ne serait pas de « favoriser l'élargissement de l'espace des transactions sociales », c'est-à-dire d'estomper la rigidité des institutions et des dispositifs. En s'inspirant des travaux de Pierre-Henri Bombenger (2011) qui met en évidence que la multiplication des instances de consultation ou de concertation transforme « l'urbanisme de la norme » en un « urbanisme transactionnel », nous nous demandons dans quelle mesure notre intervention est en train ou non de transformer un « aménagement de la norme » en un « aménagement transactionnel ».

IV. Conclusion

Chacune des trois scènes transactionnelles présentées dans cet article nécessite la lecture des deux autres pour être analysée dans sa globalité. La scène de terrain par exemple, et la justification économique mise en avant par certains participants, ne peut s'expliquer sans la scène politique et les tensions qui existent entre une volonté des porteurs du programme de faire participer les populations les plus marginalisées, tout en cherchant à mettre en avant un agenda de développement durable et d'adaptation au changement climatique qui ne sont pas la priorité des habitants de ces zones. Ainsi, d'un point de vue analytique, l'article montre comment l'approche en termes de transaction sociale permet de prendre en compte le contexte, notamment les différentes échelles transactionnelles, dans la compréhension des échanges, des négociations et des débouchés de la démarche participative. En mettant en lumière une situation de transaction entre les habitants du territoire de Slaymya Gbela au Kef au cours d'un atelier, nous montrons comment la sociologie de la transaction sociale permet d'éclairer les oppositions entre les acteurs locaux.

Cet éclairage s'inscrit à contrepied de ce que Hamman (2016) appelle « la systématisation des comportements et des actions » qui est souvent mise en avant dans les approches de développement durable et de décentralisation dans lesquelles cet atelier s'inscrit. Cette systématisation se réfère au fait que lesdites approches ont tendance à mobiliser une

catégorisation binaire des comportements : du point de vue du développement durable, soit des comportements vertueux (réduction de la consommation d'énergie, etc.) soit des comportements polluants ou énergivores. Dans la scène 3, présentée plus haut, une analyse « distante » des ateliers pourrait avoir tendance à classer les participants entre les pro-élevages et les autres. La sociologie de la transaction sociale nous invite non seulement à mettre en évidence ces oppositions, mais aussi à analyser les justifications et les grammaires de légitimation sur lesquelles ces oppositions reposent.

D'autres scènes transactionnelles, à d'autres échelles, pourraient également être analysées. C'est le cas des compromis et des négociations au sein du Ministère de l'agriculture et de la DG-ACTA sur la même période, ou encore les bricolages qui ont sous-tendu les conventions avec les municipalités au sujet des comités de territoire. Là est peut-être la limite de l'analyse des démarches participatives par le prisme de la sociologie de la transaction sociale : si la présence de chercheurs et d'observateurs dans un programme tel que PACTE permet d'analyser en détail certains discours et certaines transactions sociales, le pragmatisme exigé par le terrain impose souvent de restreindre ces ambitions. De ce point de vue, un dialogue plus poussé entre la littérature sociologique sur la transaction sociale et la littérature sur l'évaluation de la participation pourrait permettre d'identifier les moments clés à analyser.

Bibliographie

- Blanc, M., 2006. "Conflits et transactions sociales. La démocratie participative n'est pas un long fleuve tranquille", *Sciences de la société*, 69, 25–37.
- Blanc, M., 2011. "Participation et médiation dans la recherche en sciences sociales : une perspective transactionnelle", *Pensée plurielle*, 28, 69–77. (online: <https://www.cairn.info/revue-pensee-plurielle-2011-3-page-69.htm>).
- Blanc, M., 2013. "'Printemps arabes' et printemps des citoyens : citoyenneté active et transactions sociales dans la vie quotidienne", in Blanc, M., Stoessel-Ritz, J. et Sahli, B. (coord.), *Développement durable, citoyenneté et société civile*, L'Harmattan, pp. 19–28.
- Blanc, M., 2019. "Savoirs savants, savoirs d'action et co-constructions au prisme de la transaction sociale", *SociologieS*. doi: <https://doi.org/10.4000/sociologies.11660>.
- Boltanski, L., Thévenot, L., 1991. *De la justification*, Paris, Gallimard.
- Bombenger, P.-H., 2011. *L'urbanisme en campagne. Pratiques de planification des sols et d'aide à la décision dans des communes rurales françaises*, Doctorat en aménagement de l'espace de l'Université François-Rabelais à Tours et Doctorat en sciences de l'environnement de l'Université du Québec à Montréal. (online: http://www.applis.univ-tours.fr/theses/2011/pierre-henri.bombenger_4598.pdf).
- Casteigts, M., 2008. "La gouvernance des risques dans les politiques locales de développement durable : le cas des Plans communaux de sauvegarde", in Hamman, P. (Ed.), *Penser le développement durable urbain : regards croisés*, Paris, L'Harmattan, pp. 161–189.
- Coux, N., 1997. "Evaluation 'chemin faisant' et mise en acte d'une stratégie tâtonnante", in Avenier, M.-J. (Ed.), *La stratégie chemin-faisant*, Paris, Economica, pp. 165–187.
- Dorso, F., 2009. "La transaction sociale, paradigme et outil : proposition d'un schéma synthétique et opératoire. Applications à une étude sur des conflits d'usages et d'appropriation territoriale à Istanbul", *Pensée plurielle*, 20, 107–120. doi: 10.3917/pp.020.0107.
- Foucart, J., 2017. "La transaction sociale : un entremêlement des registres de l'émotionnel et du rationnel", *Pensée plurielle*, 45, 77–91.
- Genard, J.-L., Neuwels, J., 2016. "Le développement durable comme objet de transactions. Les

- politiques urbaines en région bruxelloise", *SociologieS*. doi: <https://doi.org/10.4000/sociologies.5378>.
- Gibout, C., 2020. "Participation citoyenne et 'Droit à la Ville' : un enjeu pour la ville durable", in, *France – Grèce : Regards croisés sur l'aménagement du territoire*, Athènes. (online: <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-03205998>).
- Gibout, C., Blanc, M., Foucart, J., 2009. "Transactions sociales et sciences de l'homme et de la société", *Pensée plurielle*, 20, 7–11. doi: 10.3917/pp.020.0007.
- Gibout, C., Zwarterook, I., 2013. "Gérer les risques industriels et la pollution dans le Dunkerquois : une double échelle transactionnelle", *Pensée plurielle*, 33–34, 131–148. (online: <https://www.cairn.info/revue-pensee-plurielle-2013-2-page-131.htm>).
- Hamman, P., 2011. "L'évolution de la démocratie participative : lectures sociologiques", in, *La démocratie participative locale en Europe*, Kehl. (online: https://www.europaong.org/wp-content/uploads/2016/06/Hamman_Democratie_participative_approche_sociologique.pdf).
- Hamman, P., 2016. "Durabilité et lien social : transitions et transactions dans l'expérimentation" <https://doi.org/10.4000/sociologies.5384>, *SociologieS*. doi: <https://doi.org/10.4000/sociologies.5384>.
- Hamman, P., 2019. *Gouvernance et développement durable Une mise en perspective sociologique*, Louvain-la-Neuve, D. B. Supérieur.
- Harbaoui, K., Zouari, E., Ouelhazi, H., Awadi, Z., Augusseau, X., Omrani, K., Soualhi, H., 2020. *Diagnostic territorial, participatif et systémique du territoire de vie de Slaymya Gbela*, Kef, Kef.
- Hassenforder, E., Lestrelin, G., Braiki, H., Arfaoui, R., Jendoubi, M., Ferrand, N., Morardet, S., Monier, C., Harrabi, C., 2021. "Co-construire une démarche d'inclusion et son suivi-évaluation : leviers et contraintes dans un programme de développement rural en Tunisie", in F3E (Ed.), *Inclusion for transformation*, Paris, pp. 105–125. (online: <https://f3e.asso.fr/ressource/inclure-pour-transformer/>).
- Braiki, H., Hassenforder, E., Lestrelin, G., Morardet, S., Faysse, N., Younsi, S., Ferrand, N., Leauthaud, C., Ben Aissa, N., Mouelhi, S., Jebari, S., Augusseau, X., Imache, A., Barbe, A., Jamin, J.-Y., Amri, H., Arfa, H., Bayar, A., Ben Hassine, A., Ferchichi, R., Ghanmi, K., Haddeji, F., Harbaoui, K., Messaoudi, N., Zouari, E., 2022. "Large-scale participation in policy design: citizen proposals for rural development in Tunisia", *EURO Journal on Decision Processes*. <https://doi.org/10.1016/j.ejdp.2022.100020>
- Ledrut, R., 1976. *L'espace en question ou le Nouveau monde urbain*, Paris, Anthropos.
- MARHP – DG-ACTA, 2018. *Manuel des procédures opérationnelles, administratives, et financières du programme d'adaptation au changement climatique dans les territoires vulnérables (PACTE)*, Tunis.
- Marié, M., 1989. *Les Terres et les Mots*, Paris, Méridiens-Klincksieck.
- Olivier de Sardan, J.-P., 2021. *La revanche des contextes. Des mésaventures de l'ingénierie sociales en Afrique et au-delà*, Paris, Karthala.
- Remy, J., 2016. "Spatialité du social et transactions", *SociologieS*. doi: <https://doi.org/10.4000/sociologies.5354>.
- Rowe, G., Frewer, L. J., 2004. "Evaluating Public-Participation Exercises: A Research Agenda", *Science Technology And Human Values*, 29, 4, 512–556. (online: <http://sth.sagepub.com/cgi/doi/10.1177/0162243903259197>).
- Sarr Momar, S., 2017. *Usages et conservation des communs en contexte de changement climatique dans le delta du Saloum au Sénégal*, Université de Saint-Louis (Sénégal), École doctorale Sciences humaines et sociales - Perspectives européennes (Strasbourg, France). (online: <https://www.theses.fr/2017STRAG028>).
- Souchard, N. et Bonny, Y., 2015. "La recherche-action coopérative, une voie contributive aux

productions de la société civile", in, GIS Démocratie et Participation, Actes du Colloque: *Chercheur.e.s et acteur.e.s de la participation : Liaisons dangereuses et relations fructueuses*, Saint-Denis, 29-30 janvier 2015. (online: <http://www.participation-et-democratie.fr/fr/node/1817>).

Stoessel-Ritz, J., Blanc, M., 2020. "Transactions sociales, actions collectives et émancipation", in Remy, J. et al., *La transaction sociale - Un outil pour dénouer la complexité de la vie en société*, Toulouse, Érès, pp. 435–470. doi: <https://doi.org/10.3917/eres.remy.2020.01>.